

voorafgaand verkoopseizoen in geval van toepassing van artikel 5bis, § 2, van verordening (EEG) nr. 3013/89; dit aantal wordt verminderd met een door de Minister vastgesteld percentage voor de aanleg van de nationale reserve.

In toepassing van artikel 5bis, § 5, a), van verordening (EEG) nr. 3013/89 dient het verkoopseizoen 1991 tot de vaststelling van de in dat lid bedoelde coëfficiënt.

§ 2. De Minister bepaalt de categorieën van producenten die premierechten kunnen bekomen uit de nationale reserve, alsmede uit de extra reserve voorzien bij artikel 5ter, § 3, van verordening (EEG) nr. 3013/89.

Art. 4. § 1. In geval van overdracht van een bedrijf aan een andere producent door vererving, uit kracht van een akte waarbij de eigendom of het vruchtgebruik van onroerende goederen overgedragen of aangewezen wordt, alsook uit kracht van een akte van pacht, onderpacht of overdracht van pacht, en in geval van samenvoeging van bedrijven door twee of meer producenten kan de producent al zijn premierechten gelijktijdig overdragen, zonder afname voor de nationale reserve.

§ 2. In andere omstandigheden dan deze bedoeld in § 1, kan de producent zijn premierechten ook geheel of gedeeltelijk overdragen aan andere producenten. In dat geval wordt een percentage, vastgesteld door de Minister, van de over te dragen rechten afgenomen voor de nationale reserve.

§ 3. De producent kan de premierechten die hijzelf niet voornemens is te gebruiken tijdelijk overdragen aan andere producenten.

§ 4. De Minister bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van de in §§ 1, 2 en 3, bedoelde overdrachten.

Art. 5. Om de oienpremie te kunnen bekomen moet de producent of, in voorkomend geval de producentengroepering, een premieaanvraag indienen. De Minister bepaalt de modaliteiten van deze premieaanvraag.

Art. 6. De Minister wijst de dienst aan die wordt belast met de uitbetaling van de premies alsmede met de terugvordering van de ten onrechte betaalde premies.

Art. 7. Overtredingen van dit besluit, van de uitvoeringsbesluiten, van de verordeningen (EEG) nr. 3013/89 en nr. 3508/92 van de Raad en van de EEG-verordeningen tot vaststelling van de algemene voorschriften en de uitvoeringsbepalingen van dit premiestelsel worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 4 januari 1993.

Art. 9. Onze Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 mei 1994.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Landbouw,  
A. BOURGEOIS

ou d'une campagne antérieure en cas d'application de l'article 5bis, § 2, du règlement (CEE) n° 3013/89; ce nombre est diminué d'un pourcentage fixé par le Ministre pour la constitution de la réserve nationale.

En application de l'article 5bis, § 5, a), du règlement (CEE) n° 3013/89 le coefficient visé à ce paragraphe est déterminé par référence à la campagne de commercialisation 1991.

§ 2. Le Ministre détermine les catégories de producteurs qui peuvent obtenir des droits à la prime de la réserve nationale et de la réserve supplémentaire prévue par l'article 5ter, § 3, du règlement (CEE) n° 3013/89.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. En cas de transfert d'une exploitation à un autre producteur par succession, en vertu d'un acte translatif ou déclaratif de propriété ou d'usufruit d'immeuble ainsi que d'un acte portant bail, sous-bail ou cession de bail, et en cas de mise en commun d'exploitation par deux ou plusieurs producteurs, le producteur peut transférer simultanément tous ses droits à la prime sans retenue pour la réserve nationale.

§ 2. Dans les situations autres que celle visée au § 1<sup>er</sup>, le producteur peut transférer partiellement ou totalement ses droits à la prime à d'autres producteurs. Dans ce cas, un pourcentage des droits à transférer, fixé par le Ministre, est retenu pour la réserve nationale.

§ 3. Le producteur peut céder temporairement à d'autres producteurs les droits à la prime qui ne sont pas destinés à être utilisés par lui-même.

§ 4. Le Ministre définit les conditions et les modalités des transferts visés aux §§ 1, 2 et 3.

Art. 5. Pour obtenir la prime à la brebis, le producteur ou, le cas échéant, le groupement de producteurs, doit introduire une demande de prime. Le Ministre fixe les modalités de cette demande de prime.

Art. 6. Le Ministre désigne le service qui est chargé du paiement des primes ainsi que du recouvrement des primes indûment payées.

Art. 7. Les infractions au présent arrêté, à ses arrêtés d'exécution, aux règlements (CEE) n° 3013/89 et n° 3508/92 du Conseil et aux règlements (CEE) établissant les règles générales et les modalités d'application de ce régime de prime sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 4 janvier 1993.

Art. 9. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 mai 1994.

ALBERT

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Agriculture,  
A. BOURGEOIS

COUR D'ARBITRAGE

F. 94 — 1449

Arrêt n° 38/94 du 10 mai 1994

[C — 21161]

Numéro du rôle : 600

En cause : le recours en annulation de l'article 13 du décret de la Communauté française du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget, introduit par l'Université de Liège et d'autres.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge faisant fonction de président P. Martens, du président L. De Grève, et des juges H. Boel, Y. de Wasseige, J. Delruelle, E. Cerexhe et H. Coremans, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le juge faisant fonction de président P. Martens.

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet du recours*

Par requête du 1er octobre 1993 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour et reçue au greffe le 4 octobre 1993,

1) l'Université de Liège, dont le siège est sis place du XX Août à 4000 Liège, représentée par son conseil d'administration, suivant décision prise par ledit conseil d'administration le 22 septembre 1993,

2) Arthur Bodson, domicilié rue Th. Bovy 19 à 4000 Liège, professeur à l'Université de Liège, recteur de l'Université de Liège, agissant tant en ces qualités de professeur et recteur qu'à titre personnel,

3) Pierre De Backer, étudiant, membre du conseil d'administration de l'Université de Liège, domicilié chemin des Maroëilles 30 à 6530 Thuin,

4) Christophe Denoel, étudiant, membre du conseil d'administration de l'Université de Liège, domicilié rue Maquisart 34 à 4053 Embourg,

5) Frédéric Bilas, étudiant, membre du conseil d'administration de l'Université de Liège, domicilié rue de la Dile 114/4 à 4347 Fexhe-Slins,

6) Franck Seiller, étudiant, membre du conseil d'administration de l'Université de Liège, domicilié rue Croupet des Creux 8 à 4130 Tilff,

7) Arnaud Collette, étudiant, domicilié rue Florent Boclinville 78 à 4041 Vottem, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de la Fédération étudiante de l'Université de Liège, association sans but lucratif, ayant son siège au Campus du Sart Tilman, Bât. B.7 à 4000 Liège,

ayant élu domicile au cabinet de MMes Y. Hannequart et P. Henry, avocats à 4020 Liège, place des Nations-Unies 7, demandent l'annulation de l'article 13 du décret de la Communauté française du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget, publiée au *Moniteur belge* du 3 avril 1993, pour violation des articles 8, 6bis et 17 anciens (actuellement 10, 11 et 24) de la Constitution.

#### II. *La procédure*

Par ordonnance du 4 octobre 1993, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la prédite loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi spéciale susdite, par lettres recommandées à la poste le 22 octobre 1993 remises aux destinataires le 25 octobre 1993.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi susdite a été publié au *Moniteur belge* du 28 octobre 1993

Le Gouvernement de la Communauté française, représenté par sa présidente dont le cabinet est établi à 1040 Bruxelles, avenue des Arts 19 a-d, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 9 décembre 1993

Copies de ce mémoire ont été transmises conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 23 décembre 1993 remise aux destinataires le 24 décembre 1993.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse commun par lettre recommandée à la poste le 21 janvier 1994.

Par ordonnance du 21 décembre 1993, la Cour a désigné les juges E. Cerexhe et H. Coremans pour compléter le siège.

Par ordonnance du 16 février 1994, la Cour a décidé que, conformément à leur déclaration, le président M. Melchior et le juge L. François devaient s'abstenir, en la présente affaire, a constaté que le juge P. Martens remplit les fonctions de président, et a désigné le juge Y. de Wasseige pour compléter le siège.

Par ordonnance du 16 février 1994, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 10 mars 1994

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 16 février 1994, remises aux destinataires les 17 et 18 février 1994

Par ordonnance du 22 février 1994, la Cour a reporté l'audience au 17 mars 1994.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties et à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 23 février 1994, remises aux destinataires les 24 et 28 février 1994.

Par ordonnance du 17 mars 1994, la Cour a prorogé jusqu'au 1er octobre 1994 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

A l'audience du 17 mars 1994

— ont comparu :

Me Y. Hannequart et Me P. Henry, avocats du barreau de Liège, pour les parties requérantes,

Me J. Bourtembourg et Me M. Uyttendaele, avocats du barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;

— les juges J. Delruelle et H. Boel ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour

#### III. *En droit*

— A —

##### *Position des requérants*

##### *Quant à la qualité et à l'intérêt*

A.1.1. La première requérante, l'Université de Liège, dispose de la personnalité juridique pour la gestion de son patrimoine propre. Elle estime avoir, à ce titre, qualité et intérêt à agir à l'encontre d'une disposition qui comportera des conséquences financières qui concernent directement le budget du fonctionnement de l'Université de Liège, en ce compris les crédits qu'elle doit affecter à l'entretien de son patrimoine

L'Université de Liège est manifestement une entité juridique distincte de la Communauté française en tant que telle, dotée d'un conseil d'administration et est considérée comme une autorité administrative autorisée à ester devant le Conseil d'Etat. Elle doit donc être considérée comme une entité juridique ayant la faculté de saisir directement la Cour même si, en sa qualité de gestionnaire de son budget ordinaire elle n'est pas dotée de la personnalité juridique

A.1.2 Le deuxième requérant, le Recteur A. Bodson, a intérêt à agir en qualité de recteur parce que l'Université de Liège est directement visée par la disposition dont l'annulation est sollicitée. Il a également intérêt à agir en qualité de professeur à l'Université de Liège; il invoque de la sorte un intérêt fonctionnel à agir.

A.1.3. Les troisième à septième requérants sont étudiants à l'Université de Liège et estiment qu'ils ont intérêt à l'annulation de la disposition qui aura des conséquences sur les conditions d'encadrement des étudiants de l'Université de Liège. Les troisième à sixième requérants ont été élus par l'ensemble des étudiants et représentent donc la communauté étudiante de l'Université de Liège.

La Fédération étudiante de l'Université de Liège, association sans but lucratif, au nom de laquelle le septième requérant est en sa qualité de président et sur mandat régulièrement conféré par le conseil d'administration, est une organisation pluraliste démocratiquement élue et représentative de l'ensemble des étudiants de l'Université de Liège. Elle a notamment pour but « d'informer, d'exprimer, de défendre les intérêts et de concrétiser l'opinion des étudiant(e)s de l'Université de Liège sur tous les problèmes mettant en cause leurs droits, devoirs ou conceptions d'études, indépendamment de leurs opinions philosophiques, politiques ou religieuses ».

#### *Quant au premier moyen*

A.1.4. Le premier moyen est pris de la violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution ainsi que du principe général du droit à la sécurité juridique.

Dans une première branche, il est reproché au législateur d'avoir rompu, par l'article 13 du décret entrepris, le principe d'égalité qui le conduit habituellement à financer les dépenses de fonctionnement des institutions universitaires selon des règles identiques qui reposent sur la prémisse selon laquelle les coûts de fonctionnement des universités varient d'après le nombre de leurs étudiants, répartis en fonction des orientations plus ou moins coûteuses choisies.

Or, la disposition entreprise gèle le nombre d'étudiants pris en compte pour l'année budgétaire 1993 à la date du 1er février 1991. Cependant, aucune justification précise n'en est donnée dans les travaux préparatoires du décret.

C'est la première fois que le législateur a ainsi recours à la technique dite du moratoire : auparavant, il utilisait une technique beaucoup plus simple pour obtenir des résultats budgétaires équivalents : la fixation forfaitaire des coûts par étudiant.

La disposition entreprise prive ainsi l'Université de Liège et toute autre université qui aurait connu un important accroissement d'étudiants entre le 1er février 1991 et le 1er février 1992 de la part de l'allocation de fonctionnement correspondant à l'accroissement de ces étudiants. De la sorte, la disposition entreprise fait supporter à cette université une part plus importante des économies envisagées. Il faut aussi souligner qu'au moment où le décret a été adopté, les nombres d'étudiants dans les différentes universités au 1er février 1992 étaient déjà connus et que, par conséquent, l'impact défavorable des mesures sur l'Université de Liège était mesurable.

La diminution des crédits qui en résulte pour l'Université de Liège a des répercussions néfastes non seulement pour cette université mais aussi pour les membres du corps enseignant, du personnel scientifique et pour les étudiants, chacun voyant ses moyens d'action limités.

Dans une deuxième branche, les requérants invoquent une atteinte au principe fondamental de la sécurité juridique qui veut que les sujets de droit ont intérêt à se trouver en mesure de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes.

Or, le décret entrepris n'a été publié au *Moniteur belge* que le 3 avril 1993 et il est entré en vigueur, à l'exception de son article 2, le 1er janvier 1993. Il a de la sorte modifié les perspectives budgétaires dans lesquelles l'Université de Liège pouvait légitimement agir jusque-là.

Cette atteinte aux principes de la sécurité juridique est particulièrement patente au regard de l'article 25, § 7, de la loi du 27 juillet 1971, qui autorise les institutions universitaires à refuser l'inscription d'étudiants qui n'entrent pas en ligne de compte pour le financement.

Il résulte de la disposition entreprise qu'après la clôture de la période d'inscription, c'est-à-dire à un moment où il n'est plus possible d'accepter ou de refuser quelque inscription que ce soit, un certain nombre d'étudiants est exclu des normes prises en compte pour le financement des universités.

#### *Quant au deuxième moyen*

A.1.5. Le deuxième moyen est pris de la violation de l'article 17 de la Constitution, particulièrement en ses paragraphes 1er, 3 et 4, et du principe fondamental de la sécurité juridique.

La disposition entreprise méconnaît les principes de liberté et d'égalité des étudiants et des parents en matière d'enseignement parce que tout étudiant qui souhaiterait s'inscrire dans une université alors que le nombre d'étudiants inscrits l'année précédente est déjà atteint se verrait exposer soit à un refus d'inscription soit à devoir subir des conditions d'encadrement et de fonctionnement moins favorables que s'il allait dans une autre institution universitaire.

D'autre part, vu l'effet rétroactif de la loi, les étudiants qui se sont inscrits au début de l'année académique 1992-1993 à l'Université de Liège se trouvent concrètement discriminés par rapport aux étudiants qui se sont inscrits dans les autres institutions universitaires de la Communauté française.

Les moyens dont dispose leur université pour l'encadrement et l'enseignement sont en effet considérablement diminués — la perte concrète serait supérieure à 100 millions — et en tout cas considérablement moindres que ceux dont bénéficient les étudiants inscrits dans d'autres universités.

#### *Réponse du Gouvernement de la Communauté française*

A.2.1 L'Université de Liège n'a pas un intérêt direct à l'annulation parce qu'elle ne soutient pas que la limitation opérée par la disposition entreprise a en réalité eu des conséquences directes sur la gestion de son patrimoine propre et parce qu'elle ne démontre pas que les conséquences financières de la disposition seraient telles que nécessairement les crédits qu'elle doit affecter à l'entretien de son patrimoine se verraient limités.

A.2.2. L'Université de Liège, qui constitue un service déconcentré de la Communauté dotée d'une très large autonomie, n'a pas la capacité requise pour introduire un recours en annulation d'une norme arrêtée par un organe législatif de son pouvoir organisateur.

L'enseignement dispensé par l'université est organisé par la Communauté française. Le législateur a expressément limité la personnalité juridique de l'université à la gestion de son patrimoine propre.

A.2.3. Le deuxième requérant, le recteur de l'Université, ne justifie pas non plus de l'intérêt requis pour introduire un recours en annulation devant la Cour, étant donné qu'il ne peut justifier sa qualité et son intérêt par le préjudice qui serait subi par son université.

En sa qualité de professeur, il ne démontre nullement que sa situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

A.2.4. Les autres requérants, qui invoquent leur qualité d'étudiant, n'ont pas non plus intérêt à agir contre des dispositions qui auraient des conséquences sur les conditions d'encadrement de ces étudiants.

Deux arrêts de la Cour, portant les numéros 28/90 et 19/91, sont invoqués à l'appui de cette considération.

A.2.5. L'association sans but lucratif, non seulement n'apporte pas de preuve de la poursuite de ses activités et de son intérêt à l'annulation, mais reste aussi en défaut de démontrer que la norme attaquée mettrait directement en cause les droits, devoirs ou conceptions d'études des étudiants alors même qu'il s'agit de fixer le financement de l'institution universitaire qu'ils fréquentent.

#### *Réponse des requérants*

A.3.1. C'est à tort que la partie adverse demande que l'Université de Liège démontre que la disposition entreprise limite nécessairement les crédits à affecter à l'entretien de son patrimoine propre. Cette exigence de nécessité n'est pas contenue dans les conditions mises pour avoir intérêt à agir.

Il existe un processus de vases communicants entre les fonds versés par le pouvoir organisateur au titre de l'allocation annuelle de fonctionnement et les autres ressources qui s'intègrent dans le patrimoine propre de l'université par le fait des subventions à l'investissement immobilier et des ressources engendrées par la gestion même du patrimoine propre universitaire. Cela apparaît à la lecture des différentes lois relatives à l'enseignement universitaire, notamment à l'article 43, § 4, alinéa final, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. Cela apparaît également à la lecture de l'arrêté royal du 8 avril 1976 fixant les éléments constitutifs des recettes et des dépenses du patrimoine des institutions universitaires.

A.3.2. L'Université de Liège est habilitée à agir devant la Cour, indépendamment même de la personnalité juridique qui lui est accordée pour la gestion de son patrimoine propre. Cette habilitation repose soit sur l'existence d'une personnalité juridique complémentaire soit sur la reconnaissance légale d'une entité juridique propre, non pourvue de la personnalité juridique complète proprement dite mais bien de divers droits, spécialement celui d'agir en justice.

Une certaine doctrine et le Conseil d'Etat considèrent d'ailleurs que la loi du 28 avril 1953 a de toute manière reconnu à l'Université de Liège, indépendamment de la seule gestion de son patrimoine propre, le statut d'établissement public disposant de la personnalité juridique.

Sans qu'il soit néanmoins nécessaire de trancher cette contestation relative à la personnalité juridique, il faut considérer que la requérante dispose du droit d'agir en justice devant la Cour, ce droit lui ayant été reconnu notamment par la Cour de cassation dans un arrêt du 24 septembre 1984 et par des arrêts du Conseil d'Etat rendus depuis le 28 octobre 1983.

« La reconnaissance de certains attributs de la personnalité civile implique non seulement le pouvoir d'accomplir des actes juridiques relevant de ces attributs, mais également le droit d'agir en justice pour les mettre en oeuvre sur le plan contentieux et pour en défendre le principe même. »

Même si l'enseignement universitaire de la Communauté relève du service public, il faut observer que les universités de la Communauté française disposent d'un pouvoir autonome de décision important qui a encore été accru par la loi du 27 juillet 1971. Cette autonomie comporte le pouvoir de répartir les moyens financiers mis à disposition et implique le droit d'agir en justice pour la sauvegarde de ces moyens.

La Cour pourrait, dans cette affaire, tenir un raisonnement semblable à celui qu'elle a tenu dans l'arrêt n° 71/92 du 18 novembre 1992 et dans l'arrêt n° 62/93 du 15 juillet 1993.

Les droits de l'Université de Liège deviendraient purement illusoire et sans consistance réelle si elle était dépourvue du droit d'agir en annulation. Il y aurait en outre une violation des règles de l'égalité entre les institutions universitaires, règles qui sont consacrées aussi bien par la loi du 27 juillet 1971 que par les articles 6, 6bis et 17 de la Constitution, étant donné que les recours ne seraient ouverts qu'aux institutions privées et non aux institutions publiques.

Le droit d'agir en justice des institutions universitaires à l'encontre d'une inégalité de traitement trouve un fondement depuis le 15 juillet 1988 dans l'article 17, § 4, de la Constitution. Il faut aussi tenir compte du texte de l'article 107ter, § 2, avant-dernier alinéa, de la Constitution, dont la formulation très large n'a pu être contredite par le législateur spécial dans l'article 2, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

« Il ne peut être question d'exclure, en prenant (cet article) à la lettre, la saisine de la Cour d'arbitrage par un organisme dénué de personnalité juridique au plein sens de terme, mais reconnu au plan du droit; un tel organisme doit pouvoir saisir la Cour s'il invoque la lésion d'un intérêt fonctionnel de l'article 17, § 4. »

Cette thèse est d'ailleurs confortée par les travaux préparatoires de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage.

Cette analyse est renforcée par le lien établi par le Constituant entre les articles 17 et 107ter, § 2, de la Constitution, modifiés à la même date, le 15 juillet 1988.

A.3.3. En sa qualité de recteur de l'Université, A. Bodson a un intérêt à agir parce qu'il est investi par l'article 18 de la loi du 28 avril 1953 d'une fonction qui a pour objet la promotion et la défense des intérêts de l'institution d'enseignement universitaire qu'est l'Université de Liège. Son intérêt est établi dès lors que cette Université se trouve atteinte dans son droit à l'égalité par rapport aux autres institutions universitaires. Cette thèse s'impose d'autant plus que l'on retiendrait l'idée que l'Université elle-même n'a pas la personnalité juridique et la capacité pour agir. Il y a alors une spécificité supplémentaire à l'intérêt de ses dirigeants.

En sa qualité de professeur, son intérêt doit également être reconnu car il est évident que la diminution des moyens mis à disposition de l'institution universitaire est de nature à rendre l'exercice de la mission d'enseignement plus difficile et moins efficace. A l'appui de cette thèse, l'arrêt n° 69/93 du 29 septembre 1993 de la Cour est invoqué.

A.3.4. Les requérants trois, quatre, cinq et six qui invoquent leur qualité d'étudiant doivent voir reconnu leur intérêt à agir à l'encontre d'une norme qui n'atteint pas toutes les institutions universitaires de la même façon mais qui discrimine certaines d'entre elles. La répercussion directe de la norme sur leur situation apparaît, car le traitement inégal qui est infligé à leur université les met nécessairement en état d'infériorité par rapport aux étudiants d'autres universités.

Pour quatre des requérants, il faut ajouter à leur qualité d'étudiant, leur qualité de membre du conseil d'administration de l'Université de Liège. Vu les missions confiées à ce conseil d'administration par l'article 18 de la loi du 28 avril 1953 telle qu'elle fut modifiée par la suite, les membres du conseil d'administration se trouvent habilités à agir en vertu d'un intérêt fonctionnel similaire à celui du recteur.

A.3.5. Pour la requérante Fédération étudiante de l'Université de Liège, l'objet social a été indiqué dans la requête. Cet objet social est d'une nature particulière et distinct de l'intérêt général. Il n'est pas limité aux intérêts individuels des membres. Cet objet social est réellement poursuivi en raison de l'activité de l'association. Le fait que l'Université de Liège est victime d'une inégalité affecte l'objet de l'association sans but lucratif requérante dès lors que la communauté des étudiants au sein de cette université se trouve défavorisée par rapport aux étudiants inscrits dans d'autres universités. Cette défaveur se manifeste de façon très concrète par les moyens matériels et de personnel disponible réservés aux activités d'enseignement.

— B —

*Quant à la recevabilité du recours**Quant à la première requérante*

B.1. Le Gouvernement de la Communauté française conteste la capacité et l'intérêt à agir de l'Université de Liège.

B.2.1. L'article 142 de la Constitution (ancien article 107ter, § 2) attribue à la Cour la compétence de statuer sur la violation par une loi, un décret ou une ordonnance des articles 10, 11 et 24 de la Constitution (anciens articles 6, 6bis et 17).

B.2.2. L'enseignement universitaire est inclus dans l'enseignement visé à l'article 24 de la Constitution (ancien article 17). Le paragraphe 4 de cet article, qui dispose que tous les établissements d'enseignement sont égaux devant la loi et le décret, s'applique dès lors également aux institutions universitaires.

Il résulte de la combinaison des articles 142 et 24, § 4, de la Constitution que les établissements d'enseignement doivent, en vue de protéger le droit à l'égalité qui leur est ainsi reconnu, avoir accès à la Cour.

Il reste cependant à examiner si l'Université de Liège a la capacité requise pour introduire elle-même un recours en annulation devant la Cour.

B.2.3. Aux termes de l'article 2, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la partie requérante doit être une personne physique ou morale.

En vertu de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, l'Université de Liège possède une forme d'organisation et d'administration propre qui la distingue de l'administration générale de la Communauté française. Elle a en la personne du recteur son propre représentant désigné à l'article 16 de cette loi. Elle est explicitement citée à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 comme bénéficiaire des allocations de fonctionnement visées en l'espèce. Compte tenu de ces constatations, on peut inférer de l'article 24, § 4, de la Constitution (ancien article 17, § 4) que l'Université de Liège, en tant qu'elle poursuit l'annulation d'une disposition concernant un droit qui lui est reconnu directement par la loi, doit être assimilée à une personne pour l'application de l'article 2, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

B.3. La disposition attaquée arrête pour l'année 1993 le montant des allocations de fonctionnement accordées annuellement par la Communauté française aux institutions universitaires de cette Communauté en vertu de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

L'Université de Liège est susceptible d'être affectée directement et défavorablement par une disposition qui détermine le mode de calcul de son allocation de fonctionnement. Elle a donc intérêt à demander l'annulation d'un décret de la Communauté qui détermine le mode de calcul de l'allocation de fonctionnement prévue pour elle.

*Quant au deuxième requérant*

B.4. Le Gouvernement de la Communauté française conteste l'intérêt à agir du recteur de l'Université de Liège.

Le recteur est habilité à représenter l'université en vertu de l'article 16 précité de la loi du 28 avril 1953. Par contre, en tant qu'il agit en qualité de professeur ainsi qu'à titre personnel, le deuxième requérant n'est pas affecté directement et défavorablement par une disposition qui détermine le mode de calcul de l'allocation de fonctionnement de l'université. S'il est vrai qu'une telle disposition pourrait avoir des répercussions indirectes sur sa situation, il n'en demeure pas moins que c'est l'université elle-même qui est directement atteinte par cette disposition.

B.5. Le deuxième requérant ne justifie donc pas de l'intérêt requis en droit. Son recours est irrecevable.

*Quant aux autres requérants*

B.6. Les autres requérants agissent en qualité d'étudiant et de membre du conseil d'administration de l'Université de Liège. Le septième requérant agit aussi au nom de l'a.s.b.l. Fédération étudiante de l'Université de Liège.

B.7. En leurs qualités d'étudiants et de membres du conseil d'administration de l'Université de Liège, les troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième requérants ne sont pas affectés directement et défavorablement par une disposition qui détermine le mode de calcul de l'allocation de fonctionnement de l'université. S'il est vrai qu'une telle disposition pourrait avoir des répercussions indirectes sur leur situation, il n'en demeure pas moins que c'est l'université elle-même qui est directement atteinte par cette disposition.

B.8. Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que cet intérêt ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social; que celui-ci soit réellement poursuivi, ce qui doit ressortir d'activités concrètes et durables de l'association, aussi bien dans le passé que dans le présent.

L'association requérante a pour objet la défense des intérêts des étudiants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'université. Dès lors que la norme entreprise ne peut avoir que des répercussions indirectes sur les étudiants, cette norme n'est pas susceptible d'affecter directement l'objet social de l'association.

B.9. Ces requérants ne justifient donc pas de l'intérêt requis en droit. Leurs recours sont irrecevables.

*Quant au fond*

B.10. L'article 13 du décret de la Communauté française portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget dispose :

« Pour l'année budgétaire 1993 et pour l'application de l'article 30, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le nombre d'étudiants pris en compte, en application de l'article 27 de la même loi, pour le calcul de l'allocation de fonctionnement est égal à celui arrêté pour la fixation de l'allocation de fonctionnement de l'année budgétaire 1992. »

Il apparaît des travaux préparatoires que cette disposition introduit le principe d'un moratoire des allocations de fonctionnement (*Doc.*, Cons. Comm. fr., 1992-1993, n<sup>o</sup> 73/2, annexe 2, p. 13) dans l'attente d'une adaptation de la loi de financement des universités et dans le but d'inciter ces universités à élaborer des propositions communes (*C.F.L.*, Cons. Comm. fr., 1992-1993, n<sup>o</sup> 4, p. 13). Il apparaît également de ces travaux que ce moratoire serait corrigé par une indexation des traitements (4,07 pour cent) et des allocations de fonctionnement (2,18 pour cent) qui n'était pas requise dans la logique de la gestion par enveloppe (*C.F.L.*, Cons. Comm. fr., 1992-1993, n<sup>o</sup> 4, p. 13).

*Quant au premier moyen, première branche*

B.11. Le premier moyen, première branche, est pris de la violation des articles 10, 11 et 24 de la Constitution (anciens articles 6, 6bis et 17).

B.12. Les principes d'égalité et de non-discrimination sont réaffirmés expressément en matière d'enseignement par l'article 24 de la Constitution (ancien article 17) selon lequel tous les élèves ou étudiants, parents, membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret.

B.13. L'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires dispose que l'allocation est calculée sur la base du nombre d'étudiants inscrits au cours de l'année académique précédant l'exercice budgétaire concerné.

B.14. L'article 13 du décret entrepris modifie cette règle en prenant en compte, pour l'année budgétaire 1993, le nombre d'étudiants qui a servi de base pour l'allocation de fonctionnement de l'année budgétaire 1992, c'est-à-dire le nombre d'inscrits en 1991.

D'après les travaux préparatoires de la disposition en cause, celle-ci est justifiée comme une mesure de gel des allocations de fonctionnement, dans l'attente d'une révision de la législation relative au financement des institutions universitaires.

Le critère utilisé, en ce qu'il calcule l'allocation de fonctionnement pour l'année 1993 sur la base du nombre d'élèves inscrits en 1991, alors qu'il n'est pas contesté que le nombre d'élèves inscrits en 1992 était connu lors de l'adoption du décret attaqué, n'est pas dans un rapport raisonnable de proportionnalité avec l'objectif poursuivi.

Il aboutit à avantager les universités dont le nombre d'étudiants a diminué et à pénaliser celles dont le nombre d'étudiants a augmenté au cours de l'année 1992, sans que les objectifs du décret puissent justifier ce traitement inégal. Enfin, les effets discriminatoires de cette mesure ne sont pas corrigés par l'indexation des traitements et des allocations de fonctionnement puisque toutes les institutions universitaires en bénéficient sans distinction aucune.

B.15. Le premier moyen est fondé en sa première branche. Il n'y a pas lieu d'examiner la seconde branche ni le second moyen faute qu'ils puissent aboutir à une annulation plus étendue.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 13 du décret de la Communauté française du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 10 mai 1994 par le siège précité dans lequel le juge H. Boel, légitimement empêché, est remplacé au moment du prononcé par le juge L.P. Suetens, par ordonnance de ce jour du président en exercice M. Melchior.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen.

Le président f.f.,

P. Martens.

#### ARBITRAGEHOF

N. 94 — 1449

[C — 21161]

Arrest nr. 38/94 van 10 mei 1994

Rolnummer 600

*In zake*: het beroep tot vernietiging van artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 december 1992 « portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget » (houdende diverse maatregelen inzake Cultuur, Sociale Zaken, Onderwijs en Begroting), ingesteld door de « Université de Liège » en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit waarnemend voorzitter P. Martens, voorzitter L. De Grève, en de rechters H. Boel, Y. de Wasseige, J. Delruelle, E. Cereche en H. Coremans, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van waarnemend voorzitter P. Martens,

wijst na beraad het volgende arrest:

##### I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift van 1 oktober 1993, aan het Hof gezonden bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief, die op 4 oktober 1993 ter griffie is ontvangen, vorderen

1) de « Université de Liège », met zetel te 4000 Luik, place du XX Août, vertegenwoordigd door haar raad van bestuur, ingevolge de beslissing genomen door die raad van bestuur op 22 september 1993,

2) Arthur Bodson, woonachtig te 4000 Luik, rue Th. Bovy 19, professor aan de « Université de Liège », rector van de « Université de Liège », handelend zowel in die hoedanigheid van professor en rector als in zijn persoonlijke naam,

3) Pierre De Backer, student, lid van de raad van bestuur van de « Université de Liège », woonachtig te 6530 Thuin, chemin des Maroëlles 30,

4) Christophe Denoel, student, lid van de raad van bestuur van de « Université de Liège », woonachtig te 4053 Embourg, rue Maquisart 34,

5) Frédéric Bilas, student, lid van de raad van bestuur van de « Université de Liège », woonachtig te 4347 Fexhe-Slins, rue de la Dile 114/4,

6) Franck Seiller, student, lid van de raad van bestuur van de « Université de Liège », woonachtig te 4130 Tilfi, rue Croupet des Creux 8,

7) Arnaud Collette, student, woonachtig te 4041 Vottem, rue Florent Boelinville 78, handelend zowel in zijn persoonlijke naam als in naam van de « Fédération étudiante de l'Université de Liège », vereniging zonder winstoogmerk met zetel te 4000 Luik, Campus du Sart Tilman, gebouw B.7,

die woonplaats hebben gekozen ten kantore van Mr. Y. Hannequart en Mr. P. Henry, advocaten te 4020 Luik, place des Nations-Unies 7, de vernietiging van artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 december 1992 « portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget » (houdende diverse maatregelen inzake Cultuur, Sociale Zaken, Onderwijs en Begroting), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 april 1993, wegens schending van de artikelen 6, 6bis en 17 (thans 10, 11 en 24) van de Grondwet.

##### II. De rechtspleging

Bij beschikking van 4 oktober 1993 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen reden was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Overeenkomstig artikel 76 van bovenvermelde wet is van het beroep kennisgegeven bij op 22 oktober 1993 ter post aangetekende brieven, die op 25 oktober 1993 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.



Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 26 oktober 1993 bekendgemaakt.

De Franse Gemeenschapsregering, vertegenwoordigd door haar voorzitter, met ambtswoning te 1000 Brussel, Kunstlaan 19 a-d, heeft bij op 9 december 1993 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet zijn afschriften van die memorie overgezonden bij op 23 december 1993 ter post aangetekende brief, die op 24 december 1993 aan de geadresseerden ter hand is gesteld.

De verzoekende partijen hebben bij op 21 januari 1994 ter post aangetekende brief een gezamenlijke memorie van antwoord ingediend.

Bij beschikking van 21 december 1993 heeft het Hof de rechters E. Cerexhe en H. Coremans aangewezen om de zetel aan te vullen.

Bij beschikking van 16 februari 1994 heeft het Hof beslist dat, overeenkomstig hun verklaring, voorzitter M. Melchior en rechter L. François zich van deze zaak dienden te onthouden, vastgesteld dat rechter P. Martens de functie van voorzitter vervult, en rechter Y. de Wasseige aangewezen om de zetel aan te vullen.

Bij beschikking van 16 februari 1994 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de terechtzitting vastgesteld op 10 maart 1994.

Van de beschikking is aan de partijen kennisgegeven, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 16 februari 1994 ter post aangetekende brieven, die op 17 en 18 februari 1994 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Bij beschikking van 22 februari 1994 heeft het Hof de terechtzitting verdaagd naar 17 maart 1994.

Van die beschikking is aan de partijen en hun advocaten kennisgegeven bij op 23 februari 1994 ter post aangetekende brieven die op 24 en 28 februari 1994 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Bij beschikking van 17 maart 1994 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, verlengd tot 1 oktober 1994.

Op de terechtzitting van 17 maart 1994 :

— zijn verschenen :

. Mr. Y. Hannequart en Mr. P. Henry, advocaten bij de balie te Luik, voor de verzoekende partijen;

. Mr. J. Bourtembourg en Mr. M. Uyttendaele, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsregering;

— hebben de rechters J. Delruelle en H. Boel verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

### III. In rechte

— A —

#### *Standpunt van de verzoekers*

##### *Ten aanzien van de hoedanigheid en het belang*

A.1.1. De eerste verzoekende partij, de « Université de Liège », bezit rechtspersoonlijkheid voor het beheer van haar eigen patrimonium. Zij is van mening dat zij als dusdanig de hoedanigheid heeft en van het belang doet blijken om in rechte te treden tegen een bepaling die financiële gevolgen zal hebben die rechtstreeks betrekking hebben op de werkingsbegroting van de « Université de Liège », met inbegrip van de kredieten die zij aan het onderhoud van haar patrimonium moet besteden.

De « Université de Liège » is, ten opzichte van de Franse Gemeenschap, duidelijk een afzonderlijke juridische entiteit, die als dusdanig een raad van bestuur heeft en wordt beschouwd als een administratieve overheid die voor de Raad van State in rechte kan treden. Zij dient dus te worden beschouwd als een juridische entiteit die rechtstreeks voor het Hof in rechte kan treden, hoewel zij in haar hoedanigheid van beheerder van haar gewone begroting geen rechtspersoonlijkheid bezit.

A.1.2. De tweede verzoeker, rector A. Bodson, doet blijken van zijn belang om in rechte te treden in zijn hoedanigheid van rector omdat de « Université de Liège » rechtstreeks wordt beoogd door de bepaling waarvan de vernietiging wordt gevorderd. Hij heeft eveneens belang om in rechte te treden in zijn hoedanigheid van professor aan de « Université de Liège »; aldus beroept hij zich op een functioneel belang om in rechte te treden.

A.1.3. De derde tot zevende verzoekers zijn studenten aan de « Université de Liège » en zijn van mening dat zij belang hebben bij de vernietiging van de bepaling die gevolgen zal hebben voor de omkaderingsvoorwaarden voor de studenten van de « Université de Liège ». De derde tot zesde verzoekers zijn door de gezamenlijke studenten verkozen en vertegenwoordigen dus de studentengemeenschap van de « Université de Liège ».

De « Fédération étudiante de l'Université de Liège », vereniging zonder winstoogmerk, in naam waarvan de zevende verzoeker in zijn hoedanigheid van voorzitter en na regelmatige machtiging door de raad van bestuur in rechte treedt, is een pluralistische organisatie die democratisch is verkozen en de gezamenlijke studenten van de « Université de Liège » vertegenwoordigt. Zij heeft met name tot doel « informatie te verstrekken, de belangen kenbaar te maken en ze te verdedigen en de mening van de studenten van de 'Université de Liège' aangaande alle problemen die hun rechten, plichten of studie-opvattingen in het geding brengen, te concretiseren, onafhankelijk van hun filosofische, politieke of godsdienstige overtuigingen ».

##### *Ten aanzien van het eerste middel*

A.1.4. Het eerste middel is afgeleid uit de sohending van de artikelen 6, 6 bis en 17 van de Grondwet alsmede van het algemene beginsel van het recht op rechtszekerheid.

In een eerste onderdeel wordt de wetgever verweten dat hij met artikel 13 van het aangevochten decreet het gelijkheidsbeginsel heeft geschonden dat hem er gewoonlijk toe leidt de werkingsuitgaven van de universitaire instellingen te financieren volgens identieke regels die berusten op de stelling volgens welke de werkingskosten van de universiteiten variëren naargelang van het aantal studenten, verdeeld volgens de meer of minder dure studierichtingen die worden gekozen.

Nu wordt bij de aangevochten bepaling het aantal in aanmerking genomen studenten voor het begrotingsjaar 1993 « bevroren » op de datum van 1 februari 1991. In de parlementaire voorbereiding van het decreet is daarvoor geen duidelijke verantwoording gegeven.

Het is de eerste maal dat de wetgever aldus een beroep doet op de zogenoemde techniek van het moratorium : vroeger gebruikte hij een veel eenvoudiger techniek om gelijkwaardige begrotingsresultaten te bereiken, namelijk de forfaitaire vaststelling van de kosten per student.

De aangevochten bepaling ontnemt aldus aan de « Université de Liège » en aan elke andere universiteit die tussen 1 februari 1991 en 1 februari 1992 een sterke groei van het aantal studenten zou hebben vertoond, het deel van de werkingstoelagen dat overeenstemt met die groei van het aantal studenten. Zodoende legt de aangevochten bepaling een groter deel van de geplande besparingen ten laste van die universiteit. Beklemd moet ook worden dat op het ogenblik waarop het decreet is aangenomen, het aantal studenten aan de verschillende universiteiten op 1 februari 1992 reeds bekend was en dat bijgevolg de ongunstige weerslag van de maatregelen op de « Université de Liège » meetbaar was.

De vermindering van de kredieten die daaruit voor de « Université de Liège » voortvloeit, heeft nadelige gevolgen, niet alleen voor die universiteit maar ook voor de leden van het onderwijzend personeel, van het wetenschappelijk personeel en voor de studenten, aangezien de werkmiddelen voor elke groep worden verminderd.

In een tweede onderdeel voeren de verzoekers een aantasting van het fundamenteel beginsel van de rechtszekerheid aan, volgens hetwelk de rechtsonderhorigen er belang bij hebben om in staat te zijn de rechtsgevolgen van hun handelingen te voorzien.

Nu is het aangevochten decreet pas op 3 april 1993 in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en, behoudens artikel 2 ervan, is het op 1 januari 1993 in werking getreden. Op die manier heeft het de begrotingsvooruitzichten gewijzigd in het kader waarvan de « Université de Liège » tot dan toe wettig kon handelen.

Die aantasting van de beginselen van de rechtszekerheid is bijzonder duidelijk in het licht van artikel 25, § 7, van de wet van 27 juli 1971, dat de universitaire instellingen toestaat de inschrijving te weigeren van studenten die niet in aanmerking komen voor de financiering.

De aangevochten bepaling heeft tot gevolg dat na het afsluiten van de inschrijvingsperiode, dit wil zeggen op een ogenblik waarop het niet meer mogelijk is enige inschrijving te aanvaarden of te weigeren, een zeker aantal studenten wordt uitgesloten van de normen die in aanmerking worden genomen voor de financiering van de universiteiten.

#### *Ten aanzien van het tweede middel*

A.1.5. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van artikel 17 van de Grondwet, inzonderheid van de paragrafen 1, 3 en 4, en van het fundamenteel beginsel van de rechtszekerheid.

De aangevochten bepaling schendt de beginselen van de vrijheid en de gelijkheid van de studenten en de ouders inzake onderwijs omdat elke student die zich aan een universiteit zou wensen in te schrijven terwijl het aantal studenten dat het jaar voordien was ingeschreven, reeds is bereikt, ofwel zou worden geweigerd, ofwel zich tevreden zou moeten stellen met minder gunstige omkaderings- en werkingsvoorwaarden dan wanneer hij zich aan een andere universitaire instelling zou inschrijven.

Anderzijds worden de studenten die zich bij het begin van het academiejaar 1992-1993 aan de « Université de Liège » hebben ingeschreven, gelet op de terugwerkende kracht van de wet, concreet gediscrimineerd ten opzichte van de studenten die zich in andere universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap hebben ingeschreven.

De middelen waarover de universiteit voor de omkadering en het onderwijs beschikt, zijn immers aanzienlijk verminderd - het werkelijke verlies zou hoger zijn dan 100 miljoen - en liggen in ieder geval aanzienlijk lager dan de middelen waarover de aan andere universiteiten ingeschreven studenten beschikken.

#### *Antwoord van de Franse Gemeenschapsregering*

A.2.1. De « Université de Liège » heeft geen rechtstreeks belang bij de vernietiging omdat zij niet beweert dat de door de betwiste bepaling veroorzaakte beperking in werkelijkheid rechtstreekse gevolgen heeft voor het beheer van haar eigen patrimonium en omdat zij niet aantoont dat de financiële gevolgen van de bepaling van die aard zouden zijn dat de kredieten die zij aan het onderhoud van haar patrimonium moet besteden, onvermijdelijk zouden worden verminderd.

A.2.2. De « Université de Liège », die een gedecentraliseerde dienst van de Gemeenschap is met een zeer ruime autonomie, heeft niet de vereiste hoedanigheid om een beroep in te stellen tot vernietiging van een norm die is aangenomen door een wetgevend orgaan van haar inrichtende macht.

Het door die universiteit verstrekte onderwijs wordt door de Franse Gemeenschap georganiseerd. De wetgever heeft uitdrukkelijk de rechtspersoonlijkheid van de universiteit beperkt tot het beheer van haar eigen patrimonium.

A.2.3. De tweede verzoeker, de rector van de Universiteit, doet evenmin van het vereiste belang blijken om een beroep tot vernietiging voor het Hof in te stellen omdat hij zijn hoedanigheid en zijn belang niet kan verantwoorden door het nadeel aan te voeren dat zijn universiteit zou ondergaan.

In zijn hoedanigheid van professor toont hij geenszins aan dat hij in zijn situatie rechtstreeks en ongunstig door de aangevochten norm zou kunnen worden geraakt.

A.2.4. De andere verzoekers die hun hoedanigheid van student aanvoeren, hebben ook geen belang om in rechte te treden tegen bepalingen die gevolgen zouden hebben voor de omkaderingsvoorwaarden van die studenten.

Tot staving van die overweging worden twee arresten van het Hof aangevoerd, namelijk die met de nummers 28/90 en 19/91.

A.2.5. De vereniging zonder winstoogmerk levert niet alleen niet het bewijs van haar duurzame activiteiten en van haar belang bij de vernietiging, maar toont ook niet aan dat de aangevochten norm de rechten, plichten of studie-opvattingen van de studenten rechtstreeks in het geding zou brengen, terwijl het gaat om het vaststellen van de financiering van de universitaire instelling waar zij college lopen.

#### *Antwoord van de verzoekers*

A.3.1. De tegenpartij vraagt ten onrechte dat de « Université de Liège » zou aantonen dat de aangevochten bepaling onvermijdelijk de kredieten beperkt die die universiteit aan het onderhoud van haar eigen patrimonium dient te besteden. Die vereiste van onvermijdelijkheid maakt geen deel uit van de voorwaarden om een belang te hebben om in rechte te treden.

Er bestaat een proces van communicerende vaten tussen de fondsen die door de inrichtende macht als jaarlijkse werkingstoelage worden gestort en de andere inkomsten die zich in het eigen patrimonium van de universiteit integreren door het feit van de subsidies voor onroerende investeringen en de inkomsten die door het beheer zelf van het eigen patrimonium van de universiteit worden teweeggebracht. Dat blijkt bij het lezen van de verschillende wetten betreffende het universitair onderwijs, onder meer uit artikel 43, § 4, laatste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen. Dat blijkt ook bij het lezen van het koninklijk besluit van 8 april 1976 tot vaststelling van de samenstellende elementen van de ontvangsten en uitgaven van het patrimonium van de universitaire instellingen.

A.3.2. De « Université de Liège » is gemachtigd om voor het Hof in rechte te treden, onafhankelijk zelfs van de rechtspersoonlijkheid die haar is toegekend voor het beheer van haar eigen patrimonium. Die machtiging berust ofwel op het bestaan van een aanvullende rechtspersoonlijkheid ofwel op de wettelijke erkenning van een eigen



juridische entiteit, zonder de eigenlijke volledige rechtspersoonlijkheid maar wel met diverse rechten, inzonderheid dat om in rechte te treden.

Een bepaalde rechtsleer en de Raad van State zijn overigens van mening dat bij de wet van 28 april 1953 in ieder geval aan de « Université de Liège », onafhankelijk van het enkele beheer van haar eigen patrimonium, het statuut van openbare instelling met rechtspersoonlijkheid is toegekend.

Zonder dat het evenwel noodzakelijk is die betwisting betreffende de rechtspersoonlijkheid te beslechten, dient men ervan uit te gaan dat de verzoekende partij het recht heeft om voor het Hof in rechte te treden, aangezien dat recht haar is toegekend onder meer door het Hof van Cassatie bij een arrest van 24 september 1984 en door de Raad van State bij arresten gewezen sedert 28 oktober 1983.

« De erkenning van bepaalde attributen van de rechtspersoonlijkheid houdt niet alleen de bevoegdheid in om rechtshandelingen te stellen die onder die attributen vallen, maar ook het recht om in rechte te treden om ze in werking te stellen op het vlak van de geschillen en om het beginsel zelf ervan te verdedigen. »

Zelfs al ressorteert het universitair onderwijs van de Gemeenschap onder de openbare dienst, dan nog moet worden opgemerkt dat de universiteiten van de Franse Gemeenschap een grote autonome beslissingsbevoegdheid hebben die bij de wet van 27 juli 1971 nog is uitgebreid. Die autonomie behelst de bevoegdheid om de ter beschikking gestelde financiële middelen te verdelen en houdt het recht in om ter vrijwaring van die middelen in rechte te treden.

Het Hof zou in deze zaak een soortgelijke redenering kunnen volgen als in het arrest nr. 71/92 van 18 november 1992 en in het arrest nr. 62/93 van 15 juli 1993.

De rechten van de « Université de Liège » zouden louter denkbeeldig worden en geen echte inhoud hebben mocht zij niet het recht hebben om een vernietiging te vorderen. Bovendien zou er schending zijn van de regels van de gelijkheid tussen de universitaire instellingen, regels die zowel in de wet van 27 juli 1971 als in de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet zijn vastgelegd, omdat enkel de privé-instellingen en niet de openbare instellingen beroepen zouden kunnen instellen.

Het recht van de universitaire instellingen om tegen een ongelijke behandeling in rechte te treden, vindt sedert 15 juli 1988 zijn grondslag in artikel 17, § 4, van de Grondwet. Ook dient rekening te worden gehouden met de tekst van artikel 107ter, § 2, voorlaatste lid, van de Grondwet, waarvoor de zeer ruime formulering niet kon worden tegengesproken door de bijzondere wetgever in artikel 2, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1988.

« Wanneer men dat artikel naar de letter interpreteert, kan er geen sprake van zijn dat bij het Hof geen zaak aanhangig kan worden gemaakt door een instelling die geen rechtspersoonlijkheid heeft in de volle betekenis van het woord, maar die op het vlak van het recht is erkend; een dergelijke instelling moet een zaak bij het Hof aanhangig kunnen maken indien zij de schending van een functioneel belang van artikel 17, § 4, aanvoert. »

Die stelling vindt trouwens steun in de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet op het Arbitragehof.

Die analyse wordt versterkt door de band die door de Grondwetgever is gelegd tussen de artikelen 17 en 107ter, § 2, van de Grondwet, die op dezelfde datum, namelijk op 15 juli 1988, zijn gewijzigd.

A.3.3. In zijn hoedanigheid van rector van de universiteit heeft A. Bodson belang om in rechte te treden omdat hij bij artikel 16 van de wet van 28 april 1953 een functie bekleedt die tot doel heeft de belangen van de instelling van universitair onderwijs die de « Université de Liège » is, te bevorderen en te verdedigen. Zijn belang staat vast vermits die universiteit wordt geraakt in haar recht op gelijkheid ten opzichte van de andere universitaire instellingen. Die stelling dringt zich des te meer op naarmate men ervan zou uitgaan dat de universiteit zelf geen rechtspersoonlijkheid bezit en niet de hoedanigheid heeft om in rechte te treden. In dat geval krijgen haar leiders een meer specifiek belang.

In zijn hoedanigheid van professor moet zijn belang eveneens worden erkend want het is duidelijk dat de vermindering van de aan de universitaire instelling ter beschikking gestelde middelen van die aard is dat zij de uitoefening van de onderwijsopdracht moeilijker en minder doeltreffend maakt. Tot staving van die stelling wordt het arrest nr. 69/93 van 29 september 1993 van het Hof aangevoerd.

A.3.4. Het belang van de derde, de vierde, de vijfde en de zesde verzoeker, die zich op hun hoedanigheid van student beroepen om in rechte te treden tegen een norm die niet alle universitaire instellingen op dezelfde manier raakt maar de ene ten opzichte van de andere discrimineert, moet worden erkend. De rechtstreekse weerslag van de norm op hun situatie is duidelijk, want de ongelijke behandeling van hun universiteit plaatst hen onvermijdelijk in een toestand van minderwaardigheid ten opzichte van de studenten van de andere universiteiten.

Voor vier van de verzoekers komt naast hun hoedanigheid van student nog hun hoedanigheid van lid van de raad van bestuur van de « Université de Liège ». Gelet op de opdrachten die aan die raad van bestuur zijn toegekend bij artikel 18 van de wet van 28 april 1953 zoals die nadien werd gewijzigd, zijn de leden van de raad van bestuur gemachtigd in rechte te treden krachtens een soortgelijk functioneel belang als dat van de rector.

A.3.5. Voor de verzoekende partij « Fédération étudiante de l'Université de Liège » is het maatschappelijk doel uiteengezet in het verzoekschrift. Dat doel is van een bijzondere aard en onderscheiden van het algemeen belang. Het is niet beperkt tot de individuele belangen van de leden. Dat maatschappelijk doel wordt werkelijk nagestreefd door de activiteit van de vereniging. Het feit dat de « Université de Liège » het slachtoffer is van een ongelijkheid, raakt het doel van de verzoekende vereniging zonder winst oogmerk aangezien de studentengemeenschap van die universiteit benadeeld wordt ten opzichte van de studenten die aan andere universiteiten zijn ingeschreven. Die benadeling blijkt zeer concreet uit de materiële middelen en de middelen aan personeel die voor de onderwijsactiviteiten ter beschikking worden gesteld.

— B —

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep*

*Ten aanzien van de eerste verzoekende partij*

B.1. De Franse Gemeenschapsregering betwist de hoedanigheid en het belang van de « Université de Liège » om in rechte te treden.

B.2.1. Artikel 142 van de Grondwet (vroeger artikel 107ter, § 2) kent aan het Hof de bevoegdheid toe om uitspraak te doen over de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet (vroegere artikelen 6, 6bis en 17) door een wet, een decreet of een ordonnantie.

B.2.2. Het universitaire onderwijs is begrepen in het onderwijs bedoeld in artikel 24 van de Grondwet (vroeger artikel 17). Paragraaf 4 van dat grondwetsartikel die bepaalt dat alle onderwijsinstellingen gelijk zijn voor de wet en het decreet, is dan ook van toepassing op de universitaire instellingen.

Uit de combinatie van de artikelen 142 en 24, § 4, van de Grondwet blijkt dat de onderwijsinstellingen, met het oog op de bescherming van het hun aldus toegekende recht op gelijkheid, toegang hebben tot het Hof.

Er moet evenwel nog onderzocht worden of de « Université de Liège » de vereiste hoedanigheid heeft om zelf een beroep tot vernietiging in te stellen bij het Hof.

B.2.3. Naar luid van artikel 2, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, moet de verzoekende partij een natuurlijke persoon of een rechtspersoon zijn.

De « Université de Liège » heeft krachtens de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, een eigen vorm van organisatie en van bestuur die haar onderscheidt van het algemeen bestuur van de Franse Gemeenschap. Zij heeft in de persoon van de rector een in artikel 16 van die wet aangewezen eigen vertegenwoordiger. Zij wordt in artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 uitdrukkelijk vermeld als gerechtigde op de ten deze bedoelde werkingssuïtkeringen. Gelet op die vaststellingen mag uit het bepaalde in artikel 24, § 4, van de Grondwet (vroeger artikel 17, § 4) worden afgeleid dat, in zoverre de « Université de Liège » de vernietiging vordert van een bepaling waarmee een haar rechtstreeks door de wet toegekend recht is gemoeid, zij, voor de toepassing van artikel 2, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, met een persoon dient te worden gelijkgesteld.

B.3. De bestreden bepaling regelt voor het jaar 1993 de omvang van de werkingstoelagen die, zoals uit de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen volgt, door de Franse Gemeenschap jaarlijks aan de universitaire instellingen in de Franse Gemeenschap worden toegekend.

De « Université de Liège » kan rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door een bepaling die de wijze van berekening van haar werkingstoelage vaststelt. Zij heeft er dus belang bij de vernietiging van een decreet van de Franse Gemeenschap te vorderen die de wijze van berekening van haar werkingstoelage bepaalt.

*Ten aanzien van de tweede verzoeker*

B.4. De Franse Gemeenschapsregering betwist het belang van de rector van de « Université de Liège » om in rechte te treden.

De rector is gemachtigd de universiteit te vertegenwoordigen krachtens vóornoemd artikel 16 van de wet van 28 april 1953. Evenwel, in zoverre hij optreedt in de hoedanigheid van professor alsmede in zijn persoonlijke naam, wordt hij niet rechtstreeks en ongunstig geraakt door een bepaling die de wijze van berekening van de werkingstoelage van de universiteit bepaalt. Weliswaar kan een dergelijke bepaling onrechtstreeks gevolgen hebben voor zijn situatie, doch niettemin is het de universiteit zelf die door die bepaling rechtstreeks wordt geraakt.

B.5. De tweede verzoeker doet dus niet blijken van het rechtens vereiste belang. Zijn beroep is niet ontvankelijk.

*Ten aanzien van de andere verzoekers*

B.6. De andere verzoekers treden op in de hoedanigheid van student en lid van de raad van bestuur van de « Université de Liège ». De zevende verzoeker handelt ook in naam van de v.z.w. « Fédération étudiante de l'Université de Liège ».

B.7. In hun hoedanigheden van student en lid van de raad van bestuur van de « Université de Liège », worden de derde, de vierde, de vijfde, de zesde en de zevende verzoeker niet rechtstreeks en ongunstig geraakt door een bepaling die de wijze vaststelt waarop de werkingstoelage van de universiteit wordt berekend. Zou een dergelijke bepaling weliswaar indirect een weerslag kunnen hebben op hun situatie, dan neemt zulks niet weg dat het de universiteit zelf is die door die bepaling rechtstreeks wordt geraakt.

B.8. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat dit belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat dit maatschappelijk doel werkelijk wordt nagestreefd, wat moet blijken uit de concrete en duurzame werking van de vereniging, zowel in het verleden als in het heden.

De verzoekende vereniging heeft tot doel de belangen van de studenten te verdedigen zowel binnen als buiten de universiteit. Aangezien de aangevochten norm slechts een indirecte weerslag op de studenten kan hebben, kan die norm het doel van de vereniging niet rechtstreeks raken.

B.9. Die verzoekers doen dus niet blijken van het rechtens vereiste belang. Hun beroep is niet ontvankelijk.

*Ten gronde*

B.10. Artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap houdende diverse maatregelen inzake Cultuur, Sociale Zaken, Onderwijs en Begroting bepaalt :

« Voor het begrotingsjaar 1993 en voor de toepassing van artikel 30, § 1, eerste lid, van de wet van 29 (lees : 27) juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen is het aantal leerlingen dat ingevolge artikel 27 van die wet in aanmerking komt voor de berekening van de werkingstoelage, gelijk aan dat, bepaald voor de vaststelling van de werkingstoelage voor het begrotingsjaar 1992. »

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat die bepaling het beginsel van een moratorium van de werkingstoelagen invoert (*Doc.*, Cons. Comm. fr., 1992-1993, nr. 73/2, bijlage 2, p. 13) in afwachting dat de wet op de financiering van de universiteiten wordt aangepast en met het doel die universiteiten ertoe aan te zetten gemeenschappelijke voorstellen uit te werken (*C.R.I.*, Cons. Comm. fr., 1992-1993, nr. 4, p. 13). Uit die parlementaire voorbereiding blijkt ook dat het moratorium zou worden gecorrigeerd door een indexering van de bezoldigingen (4,07 procent) en van de werkingstoelagen (2,16 procent) die volgens de logica van het beheer per enveloppe niet was vereist (*C.R.I.*, Cons. Comm. fr., 1992-1993, nr. 4, p. 13).

*Ten aanzien van het eerste middel, eerste onderdeel*

B.11. Het eerste middel, eerste onderdeel, is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet (vroegere artikelen 8, 6bis en 17).

B.12. De beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie worden inzake onderwijs uitdrukkelijk herbevestigd in artikel 24 van de Grondwet (vroeger artikel 17), volgens hetwelk alle leerlingen of studenten, ouders, personeelsleden en onderwijsinstellingen gelijk zijn voor de wet of het decreet.

B.13. Artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen bepaalt dat de toelage wordt berekend op basis van het aantal studenten dat is ingeschreven tijdens het academiejaar dat het betrokken begrotingsjaar voorafgaat.

B.14. Artikel 13 van het aangevochten decreet wijzigt die regel door voor het begrotingsjaar 1993 het aantal studenten in aanmerking te nemen dat de basis heeft gevormd voor de werkingstoelage van het begrotingsjaar 1992, dat wil zeggen het aantal ingeschreven studenten in 1991.

Blijkens de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling wordt die bepaling verantwoord als een maatregel van bevrozing der werkingssuïtkeringen, in afwachting van een herziening van de wetgeving betreffende de financiering van de universitaire instellingen.

Het aangewende criterium, in zoverre het de werkingstoelagen voor het jaar 1993 berekent op basis van het aantal in 1991 ingeschreven leerlingen, terwijl niet wordt betwist dat het aantal in 1992 ingeschreven leerlingen bij de aanneming van het aangevochten decreet bekend was, vertoont geen redelijk verband van evenredigheid met het nagestreefde doel.

Het leidt tot een voordeel voor de universiteiten waarvan het aantal studenten is verminderd en tot een nadeel voor die waarvan het aantal studenten is gestegen in het jaar 1992, zonder dat de doelstellingen van het decreet die ongelijke behandeling kunnen verantwoorden. Tot slot worden de discriminerende gevolgen van die maatregel niet gecorrigeerd door de indexering van de bezoldigingen en de werkingstoelagen, vermits die voor alle universitaire instellingen zonder enig onderscheid geldt.

B.15. Het eerste onderdeel van het eerste middel is gegrond. Het tweede onderdeel ervan en het tweede middel moeten niet worden onderzocht, aangezien zij niet tot een ruimere vernietiging kunnen leiden.

Om die redenen,  
het Hof

vernietigt artikel 13 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 december 1992 « portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget » (houdende diverse maatregelen inzake Cultuur, Sociale Zaken, Onderwijs en Begroting).

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 10 mei 1994, door de voormelde zetel, waarin rechter H. Boel, wettig verhinderd, op het ogenblik van de uitspraak is vervangen door rechter L.P. Suetens, bij beschikking van heden, van de voorzitter in functie M. Melchior.

De griffier,  
H. Van der Zwalmen.

De wnd. voorzitter,  
P. Martens.

### SCHIEDSHOF

D. 94 — 1449

[C — 21161]

Urteil Nr. 38/94 vom 10. Mai 1994

Geschäftsverzeichnisnr. 600

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 21. Dezember 1992 « portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget » (über verschiedene Maßnahmen im Kultur-, Sozial-, Unterrichts- und Haushaltsbereich), erhoben von der « Université de Liège » und anderen.

Der Schiedshof,  
zusammengesetzt aus dem stellvertretenden Vorsitzenden P. Martens, dem Vorsitzenden L. De Grève, und den Richtern H. Boel, Y. de Wasseige, J. Delruelle, E. Cerexhe und H. Coremans, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des stellvertretenden Vorsitzenden P. Martens,  
verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klage

Mit Klageschrift vom 1. Oktober 1993, die dem Hof mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vom selben Tag zugesandt wurde und am 4. Oktober 1993 bei der Kanzlei eingegangen ist, erhoben

- 1) die « Université de Liège », mit Sitz in 4000 Lüttich, place du XX Août, vertreten durch ihren Verwaltungsrat, gemäß Verwaltungsratsbeschluss vom 22. September 1993,
- 2) Arthur Bodson, wohnhaft in 4000 Lüttich, rue Th. Bovy 19, Professor an der « Université de Liège », Rektor der « Université de Liège », sowohl in diesen Eigenschaften als Professor und Rektor wie auch in seinem eigenen Namen handelnd,
- 3) Pierre De Backer, Student, Mitglied des Verwaltungsrates der « Université de Liège », wohnhaft in 6530 Thuin, chemin des Maroëllés 30,
- 4) Christophe Denoel, Student, Mitglied des Verwaltungsrates der « Université de Liège », wohnhaft in 4053 Embourg, rue Maquisart 34,
- 5) Frédéric Bilas, Student, Mitglied des Verwaltungsrates der « Université de Liège », wohnhaft in 4347 Fexhe-Slins, rue de la Dile 114/4,
- 6) Franck Seillier, Student, Mitglied des Verwaltungsrates der « Université de Liège », wohnhaft in 4130 Tilff, rue Croupet des Creux 8,
- 7) Arnaud Collette, Student, wohnhaft in 4041 Vottem, rue Florent Bodinville 78, sowohl in seinem eigenen Namen handelnd wie auch namens der « Fédération étudiante de l'Université de Liège », Vereinigung ohne Erwerbszweck, mit Sitz in 4000 Lüttich, Campus du Sart Tilman, Gebäude B.7,

die in der Kanzlei der Rechtsanwälte Y. Hannequart und P. Henry, place des Nations-Unies 7 in 4020 Lüttich, Domizil erwähnt haben, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 21. Dezember 1992 « portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget » (über verschiedene Maßnahmen im Kultur-, Sozial-, Unterrichts- und Haushaltsbereich), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. April 1993, wegen Verletzung der vormaligen Artikel 6, 6 bis und 17 (jetzt 10, 11 und 24) der Verfassung.

#### II. Verfahren

Durch Anordnung vom 4. Oktober 1993 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter waren der Ansicht, daß die Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes in diesem Fall nicht anzuwenden seien.

Gemäß Artikel 76 des genannten Sondergesetzes wurde die Klage mit am 22. Oktober 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Empfängern am 25. Oktober 1993 zugestellt wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des genannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Oktober 1993.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Vorsitzende, mit Amtssitz in 1040 Brüssel, avenue des Arts 19 a-d, hat mit einem am 9. Dezember 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes wurden Abschriften dieses Schriftsatzes mit einem am 23. Dezember 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief, der den Empfängern am 24. Dezember 1993 zugestellt wurde, notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit einem am 21. Januar 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen gemeinsamen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 21. Dezember 1993 hat der Hof die Richter E. Cerecche und H. Coremans zur Vervollständigung der Besetzung ernannt.

Durch Anordnung vom 16. Februar 1994 hat der Hof beschlossen, daß der Vorsitzende M. Melchior und der Richter L. François sich gemäß ihrer Erklärung in dieser Rechtssache enthalten müssen, festgestellt, daß der Richter P. Martens das Amt des Vorsitzenden ausübt, und den Richter Y. de Wasseige ernannt, um die Besetzung zu vervollständigen.

Durch Anordnung vom 16. Februar 1994 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 10. März 1994 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien zugestellt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte über den Sitzungstermin informiert wurden; dies erfolgte mit am 16. Februar 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Empfängern am 17. und 18. Februar 1994 zugestellt wurden.

Durch Anordnung vom 22. Februar 1994 hat der Hof die Sitzung auf den 17. März 1994 vertagt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und ihren Rechtsanwälten mit am 23. Februar 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert, die den Empfängern am 24. und 28. Februar 1994 zugestellt wurden.

Durch Anordnung vom 17. März 1994 hat der Hof die für die Urteilsverkündung festgesetzte Frist bis zum 1. Oktober 1994 verlängert.

Auf der Sitzung vom 17. März 1994

— erschienen

. RA Y. Hannequart und RA P. Henry, in Lüttich zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA J. Bourtembourg und RA M. Uyttendaele, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

— haben die Richter J. Delruelle und H. Boel Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren verlief gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen.

### III. In rechtlicher Beziehung

— A —

#### Standpunkt der Kläger

##### Was ihre Eigenschaft und ihr Interesse betrifft

A.1.1. Die erste Klägerin, die « Université de Liège », verfüge für die Verwaltung ihres eigenen Vermögens über die Rechtspersönlichkeit. Sie ist der Auffassung, in dieser Eigenschaft die Befugnis und ein Interesse zu haben, um sich einer Bestimmung zu widersetzen, die unmittelbare finanzielle Auswirkungen auf den Betriebshaushalt der « Université de Liège », einschließlich der für den Unterhalt ihres Vermögens aufzuwendenden Mittel habe.

Die « Université de Liège » sei offensichtlich ein von der Französischen Gemeinschaft getrenntes Rechtsgebilde, das als solches über einen Verwaltungsrat verfüge und als Verwaltungsbehörde angesehen werde, die vor dem Staatsrat auftreten dürfe. Sie müsse folglich als ein Rechtsgebilde betrachtet werden, das befugt sei, den Schiedshof unmittelbar zu befassen, selbst wenn sie in ihrer Eigenschaft als Verwalterin ihres ordentlichen Haushaltes nicht über Rechtspersönlichkeit verfüge.

A.1.2. Der zweite Kläger, Rektor A. Bodson, habe ein Interesse daran, als Rektor aufzutreten, weil die « Université de Liège » direkt von der Bestimmung, deren Nichtigerklärung beantragt werde, betroffen sei. Er habe ebenfalls ein Interesse daran, als Professor der « Université de Liège » zu handeln, denn somit mache er ein funktionales Interesse an der Klageerhebung geltend.

A.1.3. Beim dritten bis zum siebten Kläger handelt es sich um Studenten der « Université de Liège », die der Auffassung sind, daß sie ein Interesse an der Nichtigerklärung der Bestimmung hätten, die Auswirkungen auf die Bedingungen zur Betreuung der Studenten der « Université de Liège » haben werde. Der dritte bis zum sechsten Kläger seien von der Studentengemeinschaft gewählt worden und würden somit die Studentengemeinschaft der « Université de Liège » vertreten.

Die « Fédération étudiante de l'Université de Liège », eine Vereinigung ohne Erwerbszweck, in deren Namen der siebte Kläger in seiner Eigenschaft als Präsident und im ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat erteilten Auftrag auftrete, sei eine demokratisch gewählte und repräsentative pluralistische Organisation sämtlicher Studenten der « Université de Liège ». Ihr Ziel sei es unter anderem, « zu informieren, die Interessen der Student(inn)en der « Université de Liège » zum Ausdruck zu bringen und zu verteidigen und deren Meinung zu allen Problemen, die ihre Rechte, Pflichten oder Studienvorstellungen beeinträchtigen, konkret umzusetzen, und dies ungeachtet ihrer philosophischen, politischen oder religiösen Einstellung ».

##### Was den ersten Klagegrund betrifft

A.1.4. Der erste Klagegrund wird vom Verstoß gegen die Artikel 6, 6bis und 17 der Verfassung und den allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit abgeleitet.

In einem ersten Teil wird dem Gesetzgeber vorgeworfen, durch Artikel 13 des angefochtenen Dekretes mit dem Grundsatz der Gleichheit gebrochen zu haben, der ihn gewöhnlich dazu veranlasse, die Betriebsausgaben der Hochschuleinrichtungen nach gleichen Regeln zu finanzieren, die auf der Prämisse beruhen würden, daß die Betriebskosten der Universitäten sich mit der Zahl ihrer Studenten, die entsprechend den mehr oder weniger teuren Studienrichtungen verteilt seien, verändern würden.

Die angefochtene Bestimmung friere die Zahl der für das Haushaltsjahr 1993 berücksichtigten Studenten jedoch zum Datum des 1. Februar 1991 ein. In den Vorarbeiten zum Dekrets werde allerdings keinerlei genaue Rechtfertigung dafür angeführt.

Somit greife der Gesetzgeber zum ersten Mal auf die sogenannte Moratoriumstechnik zurück; vorher habe er eine viel einfachere Technik angewandt, um gleichwertige Haushaltsergebnisse zu erzielen, nämlich die pauschale Festsetzung der Kosten pro Student.

Die angefochtene Bestimmung enthalte somit der « Université de Liège » sowie allen anderen Universitäten, die einen starken Studentenzuwachs in der Zeit zwischen dem 1. Februar 1991 und dem 1. Februar 1992 zu verzeichnen gehabt hätten, den Teil der Funktionszuweisung vor, der diesem Zuwachs an Studenten entspreche. Auf diese Weise erlege die angefochtene Bestimmung dieser Universität einen größeren Teil der ins Auge gefaßten Einsparungen auf. Es ist auch darauf zu verweisen, daß zum Zeitpunkt der Verabschiedung des Dekretes die Anzahl der am 1. Februar 1992 an den verschiedenen Universitäten eingetragenen Studenten bereits bekannt und folglich die ungünstige Auswirkung der Maßnahmen auf die « Université de Liège » meßbar gewesen sei.

Die sich für die « Université de Liège » daraus ergebende Kürzung der Mittel wirke sich nicht nur auf diese Universität, sondern auch auf die Mitglieder des Lehrkörpers und des wissenschaftlichen Personals sowie auf die Studenten verhängnisvoll aus, da die Aktionsmöglichkeiten eines jeden eingeschränkt würden.

In einem zweiten Teil machen die Kläger eine Beeinträchtigung des Grundprinzips der Rechtssicherheit geltend, wonach die Rechtssubjekte ein Interesse daran hätten, daß es ihnen möglich sei, die rechtlichen Folgen ihrer Handlungen vorauszusehen.

Das angefochtene Dekret sei jedoch erst am 3. April 1993 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden, und es sei — mit Ausnahme des Artikels 2 — am 1. Januar 1993 in Kraft getreten. Es habe somit die Haushaltsprognosen verändert, von denen die « Université de Liège » bis dahin berechtigterweise habe ausgehen können.

Diese Beeinträchtigung der Grundsätze der Rechtssicherheit sei besonders offenkundig im Hinblick auf Artikel 25 § 7 des Gesetzes vom 27. Juli 1971, der es den Hochschuleinrichtungen gestatte, die Immatrikulation von Studenten, die für die Finanzierung nicht berücksichtigt würden, zu verweigern.

Aus der angefochtenen Bestimmung ergebe sich, daß eine bestimmte Anzahl von Studenten nach Abschluß der Immatrikulationsperiode, das heißt zu einem Zeitpunkt, wo es nicht mehr möglich sei, Immatrikulationen anzunehmen oder abzulehnen, von den für die Finanzierung der Universitäten berücksichtigten Normen ausgeschlossen sei.

#### *Was den zweiten Klagegrund betrifft*

A.1.5. Der zweite Klagegrund ist vom Verstoß gegen Artikel 17 der Verfassung, insbesondere gegen die Paragraphen 1, 3 und 4, sowie gegen den allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit abgeleitet.

Die angefochtene Bestimmung setze sich über den Grundsatz der Freiheit und der Gleichheit der Studenten und der Eltern im Bereich des Unterrichtswesens hinweg, da alle Studenten, die sich an einer Universität immatrikulieren lassen möchten, bei der die Anzahl der im vergangenen immatrikulierten Studenten bereits erreicht sei, entweder zurückgewiesen würden oder aber Betreuungs- und Funktionsbedingungen in Kauf nehmen müßten, die ungünstiger wären, als wenn sie sich an einer anderen Hochschuleinrichtung immatrikulieren ließen.

Andererseits würden die Studenten, die sich zu Beginn des akademischen Jahres 1992-1993 an der « Université de Liège » hätten immatrikulieren lassen, wegen der Rückwirkung des Gesetzes konkret diskriminiert im Vergleich zu den Studenten, die sich an den anderen Hochschuleinrichtungen der Französischen Gemeinschaft hätten immatrikulieren lassen.

Die Mittel ihrer Universität für die Betreuung und den Unterricht würden nämlich beträchtlich gesenkt — der konkrete Verlust könnte höher als 100 Millionen sein — und seien auf jeden Fall beträchtlich niedriger als die Mittel, über die die an anderen Hochschuleinrichtungen immatrikulierten Studenten verfügen würden.

#### *Erwiderung der Regierung der Französischen Gemeinschaft*

A.2.1. Die « Université de Liège » habe kein direktes Interesse an der Nichtigerklärung, da sie nicht anführe, daß die durch die angefochtene Bestimmung herbeigeführte Beschränkung sich tatsächlich direkt auf die Verwaltung ihres eigenen Vermögens ausgewirkt habe und da sie nicht beweise, daß die finanziellen Folgen der Bestimmung solcherart wären, daß die Mittel, die sie notwendigerweise für den Unterhalt ihres Vermögens aufbringen müsse, begrenzt würden.

A.2.2. Die « Université de Liège », die eine entflechtete Einrichtung der Gemeinschaft mit einer weitgehenden Autonomie darstelle, verfüge nicht über die erforderliche Befugnis, um eine Klage auf Nichtigerklärung einer durch ein gesetzgebendes Organ ihres Organisationsträgers erlassene Norm einzureichen.

Träger des von der Universität erteilten Unterrichts sei die Französische Gemeinschaft. Der Gesetzgeber habe die Rechtspersönlichkeit der Universität ausdrücklich auf die Verwaltung ihres Eigenvermögens begrenzt.

A.2.3. Der zweite Kläger, der Rektor der Universität, weise ebenfalls nicht das erforderliche Interesse auf, um vor dem Schiedshof eine Nichtigkeitsklage einzureichen, da er seine Eigenschaft und sein Interesse nicht durch den Nachteil, den seine Universität erleiden würde, nachweisen könne.

In seiner Eigenschaft als Professor beweise er keinesfalls, daß seine Lage direkt und nachteilig durch die angefochtene Norm beeinflusst werden könnte.

A.2.4. Die übrigen Kläger, die ihre Eigenschaft als Student geltend machen, hätten ebenfalls kein Interesse daran, gegen die Bestimmungen, die sich auf die Bedingungen zur Betreuung dieser Studenten auswirken würden, vorzugehen.

Zur Unterstützung dieser Erwägung werden zwei Urteile des Schiedshofes, nämlich die Urteile Nr. 28/90 und Nr. 19/91, angeführt.

A.2.5. Die Vereinigung ohne Erwerbzweck erbringe nicht nur keinen Beweis für die Weiterführung ihrer Tätigkeiten und ihr Interesse an der Nichtigerklärung, sondern beweise auch nicht, daß die angefochtene Norm unmittelbar die Rechte, Pflichten oder Studienvorstellungen der Studenten beeinträchtigen würde, wobei es darum gehe, die Finanzierung der von ihnen besuchten Hochschuleinrichtungen festzulegen.

#### *Erwiderung der Kläger*

A.3.1. Die Gegenpartei fordere zu Unrecht, die « Université de Liège » solle beweisen, daß die angefochtene Bestimmung notwendigerweise die für den Unterhalt ihres Eigenvermögens vorzusehenden Mittel begrenze. Dieses Erfordernis der Notwendigkeit sei nicht in den vorgeschriebenen Bedingungen für das Interesse an der Klageerhebung enthalten.

Es bestehe ein Ausgleichsverfahren zwischen den vom Organisationsträger als jährliche Funktionszuweisung überwiesenen Mitteln und den anderen Einkünften, die durch Subventionen für Immobilinvestitionen und durch den Ertrag aus der eigentlichen Verwaltung des Eigenvermögens der Universität in deren Eigenvermögen einfließen würden. Dies ergebe sich beim Durchlesen der verschiedenen Gesetze über das Universitätswesen, insbesondere Artikel 43 § 4 letzter Absatz des Gesetzes vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der Universitätseinrichtungen. Dies ergebe sich ebenfalls beim Durchlesen des königlichen Erlasses vom 8. April 1978 zur Festlegung der Bestandteile der Einnahmen und Ausgaben des Vermögens der Universitätseinrichtungen.

A.3.2. Die « Université de Liège » sei befugt, vor dem Schiedshof aufzutreten, selbst unabhängig von der Rechtspersönlichkeit, die ihr für die Verwaltung ihres Eigenvermögens verliehen worden sei. Diese Befugnis beruhe entweder auf dem Bestehen einer ergänzenden Rechtspersönlichkeit oder auf der gesetzlichen Anerkennung eines eigenen Rechtsgebildes ohne die eigentliche vollständige Rechtspersönlichkeit, aber mit verschiedenen Rechten, insbesondere demjenigen, vor Gericht aufzutreten.

Eine gewisse Rechtslehre und der Staatsrat würden im übrigen davon ausgehen, daß das Gesetz vom 28. April 1953 der « Université de Liège » in jedem Fall unabhängig von der alleinigen Verwaltung des Eigenvermögens das Statut als öffentliche Einrichtung mit Rechtspersönlichkeit zuerkannt habe.

Ohne jedoch über diese Anfechtung der Rechtspersönlichkeit entscheiden zu müssen, sei davon auszugehen, daß die Klägerin über das Recht, vor dem Schiedshof aufzutreten, verfüge, da dieses Recht ihr unter anderem durch den Kassationshof in einem Urteil vom 24. September 1984 und durch Urteile des Staatsrates seit dem 28. Oktober 1983 zuerkannt worden sei.

« Die Anerkennung gewisser Merkmale der Rechtspersönlichkeit beinhaltet nicht nur die Befugnis, Rechtsgeschäfte zu tätigen, die zu diesen Merkmalen gehören, sondern auch das Recht, vor Gericht aufzutreten, um sie in Streitfällen und zur Verteidigung des Prinzips an sich anzuwenden. »

Selbst wenn das Universitätswesen der Gemeinschaft zum öffentlichen Dienst gehöre, sei festzuhalten, daß die Universitäten der Französischen Gemeinschaft über eine bedeutende autonome Entscheidungsbefugnis verfügen würden, die noch durch das Gesetz vom 27. Juli 1971 erweitert worden sei. Zu dieser Autonomie gehöre die Befugnis zur Verteilung der bereitgestellten Finanzmittel und das Recht, zur Wahrung dieser Mittel vor Gericht aufzutreten.

In dieser Sache könnte der Schiedshof eine ähnliche Überlegung anstellen wie im Urteil Nr. 71/92 vom 18. November 1992 und im Urteil Nr. 62/93 vom 15. Juli 1993.

Die Rechte der « Université de Liège » wären nur noch reine Illusion und hätten keinen wirklichen Inhalt mehr, wenn sie nicht das Recht auf Nichtigkeitsklageerhebung hätte. Außerdem würden die Regeln der Gleichheit zwischen Universitätseinrichtungen verletzt; diese Regeln würden sowohl durch das Gesetz vom 27. Juli 1971 als auch durch die Artikel 6, 6bis und 17 der Verfassung bestätigt, da nur die privaten Einrichtungen, nicht aber die öffentlichen Einrichtungen klagen dürften.

Das Recht der Universitätseinrichtungen, vor Gericht gegen eine ungleiche Behandlung vorzugehen, finde seit dem 15. Juli 1988 seine Grundlage in Artikel 17 § 4 der Verfassung. Man müsse ebenfalls dem Text von Artikel 107ter § 2 vorletzter Absatz der Verfassung Rechnung tragen, dessen sehr weitgefaßter Formulierung der Sondergesetzgeber in Artikel 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 habe nicht widersprechen können. »

« Es geht nicht an, durch wörtliche Auslegung (dieses Artikels) die Befassung des Schiedshofes durch eine Einrichtung, die nicht die Rechtspersönlichkeit im vollen Sinne des Wortes besitzt, der sie aber rechtlich zuerkannt wurde, auszuschließen; eine solche Einrichtung muß den Hof befassen können, wenn sie die Schädigung eines funktionalen Interesses von Artikel 17 § 4 geltend macht. »

Diese These werde im übrigen durch die Vorarbeiten zum Sondergesetz über den Schiedshof unterstützt.

Diese Analyse wird unterstützt durch die vom Verfassungsgeber hergestellte Verbindung zwischen den Artikeln 17 und 107ter § 2 der Verfassung, die am selben Tag, nämlich am 15. Juli 1988, abgeändert worden seien.

A.3.3. In seiner Eigenschaft als Rektor der Universität habe A. Bodson ein Interesse an der Klageerhebung, weil er aufgrund von Artikel 16 des Gesetzes vom 28. April 1953 mit einem Amt betraut worden sei, das die Förderung und die Verteidigung der Interessen der Universitätseinrichtung der « Université de Liège » beinhalte. Sein Interesse sei nachgewiesen, da diese Universität in ihrem Recht auf Gleichheit im Verhältnis zu den anderen Universitätseinrichtungen beeinträchtigt werde. Diese These dränge sich um so mehr auf, wenn man sich der Überlegung anschließe, daß die Universität selbst nicht die Rechtspersönlichkeit und Rechtsfähigkeit besitze. Dann liege bei ihrer Führung ein noch spezifischeres Interesse vor.

In seiner Eigenschaft als Professor müsse sein Interesse ebenfalls anerkannt werden, da die Kürzung der Mittel, die der Universitätseinrichtung zur Verfügung gestellt würden, eindeutig geeignet sei, die Ausübung des Lehrauftrags schwieriger und weniger effizient zu machen. Zur Unterstützung dieser These wird das Urteil des Schiedshofes Nr. 69/93 vom 29. September 1993 angeführt.

A.3.4. Dem dritten, dem vierten, dem fünften und dem sechsten Kläger, die ihre Eigenschaft als Student anführen, müsse das Interesse an der Klageerhebung gegen eine Norm anerkannt werden, die nicht alle Universitätseinrichtungen auf die gleiche Weise betreffe, sondern einige unter ihnen diskriminiere. Die unmittelbare Auswirkung der Norm auf ihre Lage sei ersichtlich, da die ihrer Universität auferlegte ungleiche Behandlung sie unweigerlich in eine unterlegene Lage im Vergleich zu den Studenten anderer Universitäten versetze.

Bei vier der Kläger sei ihrer Eigenschaft als Student die Eigenschaft als Mitglied des Verwaltungsrates der « Université de Liège » hinzuzufügen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates seien gemäß den Aufgaben, die diesem Verwaltungsrat durch Artikel 18 des Gesetzes vom 28. April 1953 in dessen später abgeänderter Fassung zugeteilt worden seien, befugt, aufgrund eines ähnlichen funktionalen Interesses wie dasjenige des Rektors zu vor Gericht aufzutreten.

A.3.5. Für die Klägerin « Fédération étudiante de l'Université de Liège » sei der Vereinigungszweck in der Klageschrift erwähnt worden. Dieser Vereinigungszweck sei von besonderer Art und unterscheide sich vom allgemeinen Interesse. Er beschränke sich nicht auf die Interessen der einzelnen Mitglieder. Dieser Vereinigungszweck werde tatsächlich aufgrund der Tätigkeit der Vereinigung verfolgt. Die Tatsache, daß die « Université de Liège » Opfer einer Ungleichheit werde, beeinträchtige den Vereinigungszweck der klagenden Vereinigung ohne Erwerbzweck, insofern die Studentengemeinschaft dieser Universität im Vergleich zu den an anderen Universitäten immatrikulierten Studenten benachteiligt werde. Diese Benachteiligung trete ganz konkret zutage durch die für den Unterricht zur Verfügung stehenden materiellen und personellen Mittel.

— B —

*Was die Zulässigkeit der Klage betrifft*

*Was die erste Klägerin betrifft*

B.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft streitet die Rechtsfähigkeit der « Université de Liège » sowie deren Interesse an der Klageerhebung ab.

B.2.1. Artikel 142 der Verfassung (vormals Artikel 107ter § 2) verleiht dem Schiedshof die Befugnis, über die Verletzung der Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung (vormals Artikel 6, 6bis und 17) durch ein Gesetz, ein Dekret oder eine Ordonnanz zu befinden.

B.2.2. Der Universitätsunterricht gehört zum Unterrichtswesen, auf das sich Artikel 24 der Verfassung (vormals Artikel 17) bezieht. Paragraph 4 dieses Artikels, dem zufolge alle Unterrichtsanstalten vor dem Gesetz und dem Dekret gleich sind, gilt somit ebenfalls für die Universitätseinrichtungen.

Aus der Verbindung der Artikel 142 und 24 § 4 der Verfassung ergibt sich, daß die Unterrichtsanstalten Zugang zum Schiedshof haben müssen, um das ihnen anerkannte Recht auf Gleichheit schützen zu können.

Es bleibt jedoch zu prüfen, ob die « Université de Liège » über die erforderliche Rechtsfähigkeit verfügt, um selbst eine Nichtigkeitsklage beim Hof einzureichen.

B.2.3. Gemäß Artikel 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof muß die klagende Partei eine natürliche oder eine juristische Person sein.

Aufgrund des Gesetzes vom 28. April 1953 über die Organisation des Hochschulwesens an den staatlichen Universitäten besitzt die « Université de Liège » eine eigene Organisations- und Verwaltungsform, die sie von der allgemeinen Verwaltung der Französischen Gemeinschaft unterscheidet. Sie verfügt mit der Person des Rektors



über ihren eigenen Vertreter, so wie er in Artikel 16 dieses Gesetzes erwähnt wird. Sie wird ausdrücklich in Artikel 25 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 als Bezugsberechtigte für die entsprechenden Funktionszuweisungen erwähnt. Unter Berücksichtigung dieser Feststellungen kann man aus Artikel 24 § 4 der Verfassung (vormaliger Artikel 17 § 4) folgern, daß die « Université de Liège » — insofern sie die Nichtigerklärung einer Bestimmung verfolgt, die ein ihr unmittelbar durch das Gesetz anerkanntes Recht betrifft — für die Anwendung von Artikel 2<sup>o</sup> des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof einer Person gleichzusetzen ist.

B.3. Die angefochtene Bestimmung legt für das Jahr 1993 den Betrag der Funktionszuweisungen fest, die den Universitätseinrichtungen der Französischen Gemeinschaft jedes Jahr von dieser Gemeinschaft aufgrund des Gesetzes vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der Universitätseinrichtungen gewährt werden.

Die « Université de Liège » kann unmittelbar und nachteilhaft von einer Bestimmung betroffen sein, mit der die Berechnungsweise ihrer Funktionszuweisung festgelegt wird. Sie hat also ein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung eines Dekretes der Gemeinschaft, das die Berechnungsweise der für sie vorgesehenen Funktionszuweisung festlegt.

*Was den zweiten Kläger betrifft*

B.4. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft ficht das Interesse des Rektors der « Université de Liège » an der Klageerhebung an.

Der Rektor ist befugt, die Universität aufgrund des obengenannten Artikels 16 des Gesetzes vom 28. April 1953 zu vertreten. Insofern er hingegen in seiner Eigenschaft als Professor sowie in seinem eigenen Namen handelt, ist der zweite Kläger nicht unmittelbar und nachteilhaft von einer Bestimmung betroffen, mit der die Berechnungsweise der Funktionszuweisung der Universität festgelegt wird. Auch wenn es zutrifft, daß eine solche Bestimmung sich indirekt auf seine Lage auswirken könnte, ist dennoch die Universität selbst unmittelbar von dieser Bestimmung betroffen.

B.5. Der zweite Kläger weist also nicht das rechtlich erforderliche Interesse nach. Seine Klage ist unzulässig.

*Was die übrigen Kläger betrifft*

B.6. Die übrigen Kläger handeln in ihrer Eigenschaft als Student und Mitglied des Verwaltungsrates der « Université de Liège ». Der siebte Kläger handelt ferner im Namen der VoE « Fédération étudiante de l'Université de Liège ».

B.7. In ihrer Eigenschaft als Studenten und Mitglieder des Verwaltungsrates der « Université de Liège » sind der dritte, der vierte, der fünfte, der sechste und der siebte Kläger nicht unmittelbar und nachteilhaft von einer Bestimmung betroffen, mit der die Berechnungsweise der Funktionszuweisung der Universität festgelegt wird. Auch wenn es zutrifft, daß eine solche Bestimmung sich indirekt auf ihre Lage auswirken könnte, ist dennoch die Universität selbst unmittelbar von dieser Bestimmung betroffen.

B.8. Wenn eine Vereinigung ohne Erwerbszweck sich auf ein kollektives Interesse beruft, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich dieses Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt, daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und daß dieser Vereinigungszweck tatsächlich erstrebt wird, was nach wie vor aus der konkreten und dauerhaften Tätigkeit der Vereinigung hervorgehen soll.

Das Ziel der klagenden Vereinigung ist die Verteidigung der Interessen der Studenten sowohl innerhalb als auch außerhalb der Universität. Insofern die angefochtene Norm nur indirekte Auswirkungen auf die Studenten haben kann, kann diese Norm den Gesellschaftszweck der Vereinigung nur indirekt beeinträchtigen.

B.9. Diese Kläger weisen also nicht das rechtlich erforderliche Interesse nach. Ihre Klage ist unzulässig.

*Zur Hauptsache*

B.10. Artikel 13 des Dekretes der Französischen Gemeinschaft über verschiedene Maßnahmen im Kultur-, Sozial-, Unterrichts- und Haushaltsbereich besagt folgendes:

« Für das Haushaltsjahr 1993 und zur Anwendung von Artikel 30 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der Universitätseinrichtungen ist die Zahl der Studenten, die in Anwendung von Artikel 27 desselben Gesetzes zur Berechnung der Funktionszuweisung berücksichtigt wird, die gleiche wie diejenige, die zur Festsetzung der Funktionszuweisung des Haushaltsjahres 1992 festgesetzt wurde. »

Aus den Vorarbeiten geht hervor, daß diese Bestimmung den Grundsatz eines Moratoriums der Funktionszuweisungen (*Dok.*, Rat der Franz. Gem. 1992-1993, Nr. 73/2, Anhang 2, S. 13) in Erwartung einer Anpassung des Gesetzes über die Finanzierung der Universitäten und mit dem Ziel, diese Universitäten zur Erarbeitung gemeinsamer Vorschläge anzuhalten, einführt (*C.R.I.*, Rat der Franz. Gem. 1992-1993, Nr. 4, S. 13). Aus diesen Vorarbeiten geht ebenfalls hervor, daß dieses Moratorium durch eine Indexanpassung der Gehälter (4,07 Prozent) und der Funktionszuweisungen (2,16 Prozent) angepaßt werden soll, was in der Logik der Verwaltung mit Globalbeträgen nicht erforderlich war (*C.R.I.*, Rat der Franz. Gem. 1992-1993, Nr. 4, S. 13).

*Was den ersten Teil des ersten Klagegrundes betrifft*

B.11. Der erste Teil des ersten Klagegrundes ist von dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung (vormals Artikel 6, 6bis und 17) abgeleitet.

B.12. Die Grundsätze der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung werden in bezug auf das Unterrichtswesen erneut ausdrücklich bestätigt durch Artikel 24 der Verfassung (vormals Artikel 17), wonach alle Schüler oder Studenten, Eltern, Personalmitglieder und Unterrichtsanstalten vor dem Gesetz oder dem Dekret gleich sind.

B.13. Artikel 27 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der Universitätseinrichtungen besagt, daß die Zuweisung auf der Grundlage der im Laufe des akademischen Jahres, das dem betreffenden Haushaltsjahr vorausgeht, immatrikulierten Studenten berechnet wird.

B.14. Artikel 13 des angefochtenen Dekretes ändert diese Regel, indem für das Haushaltsjahr 1993 die Studentenzahl berücksichtigt wird, die für die Funktionszuweisung des Haushaltsjahres 1992 als Grundlage gedient hat, das heißt die Zahl der 1991 immatrikulierten Studenten.

Gemäß den Vorarbeiten zur angefochtenen Bestimmung ist diese als Maßnahme zur Einfrierung der Funktionszuweisungen in Erwartung einer Anpassung der Gesetzgebung über die Finanzierung der Universitätseinrichtungen gerechtfertigt.

Insofern das angewandte Kriterium die Funktionszuweisungen für das Jahr 1993 aufgrund der Anzahl der im Jahre 1991 immatrikulierten Studenten festsetzt, wobei nicht angefochten wird, daß die Zahl von 1992 bei der Annahme des Dekretes bekannt war, steht es nicht in einem vernünftigen Verhältnis zum angestrebten Ziel.

Es führt zu einem Vorteil für die Universitäten, deren Studentenzahl im Jahre 1992 gesunken, und zu einem Nachteil für jene, deren Studentenzahl gestiegen ist, ohne daß die Zielsetzungen des Dekrets diese Ungleichheit rechtfertigen können. Schließlich werden die diskriminierenden Auswirkungen des Dekretes durch die Indexanpassung der Gehälter und der Funktionszuweisungen nicht korrigiert, da alle Universitätseinrichtungen ohne Unterschied in deren Genuß gelangen.

B.15. Der erste Teil des ersten Klagegrundes ist begründet. Dessen zweiter Teil und der zweite Klagegrund brauchen nicht geprüft zu werden, da sie nicht zu einer umfassenderen Nichtigerklärung führen können.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 13 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 21. Dezember 1992 « portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget » (über verschiedene Maßnahmen im Kultur-, Sozial-, Unterrichts- und Haushaltsbereich) für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 10. Mai 1994, durch die vorgenannte Besetzung, in der der gesetzmäßig verhinderte Richter H. Boel durch heutige Anordnung des amtierenden Vorsitzenden M. Melchior bei der gegenwärtigen Urteilsverkündung durch den Richter L.P. Suetens ersetzt wurde.

Der Kanzler,  
H. Van der Zwalmen.

Der stellv. Vorsitzende,  
P. Martens.

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

N. 94 — 1450

#### MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

18 MEI 1994. — Decreet houdende regeling van het taalgebruik bij de verkiezingen (1)

De Vlaamse Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een in de artikelen 127 tot 129 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid.

**Art. 2.** De overheden en alle met stemverrichtingen belaste diensten, zoals onder meer stembureaus, stemopnemingsbureaus, kantonhoofdbureaus, provinciehoofdbureaus en collegehoofdbureaus, gebruiken bij alle kiesverrichtingen uitsluitend het Nederlands.

**Art. 3.** Alle in strijd met artikel 2 geheel of gedeeltelijk in een andere taal dan het Nederlands opgestelde documenten, zoals onder meer stembrieven en stemopnemingsstabellen, zijn nietig.

De in artikel 2 bepaalde overheden en diensten moeten de nietige documenten als onbestaande beschouwen, en mogen ze niet aanplakken, gebruiken, tellen of verspreiden.

**Art. 4.** De Nederlandse afdeling van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht heeft tot taak over de toepassing van dit decreet te waken.

Zij beschikt daartoe over alle bevoegdheden, bepaald in de artikelen 60 en 61 van de gecoördineerde wetten op het taalgebruik in bestuurszaken.

Bovendien heeft zij de opdracht om alle documenten die krachtens artikel 3 van dit decreet nietig zijn, onmiddellijk in beslag te nemen en onder verzegeling op haar zetel te bewaren.

**Art. 5.** Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van zesentwintig tot vijfhonderd frank of met een van die straffen alleen al wie de bepalingen van dit decreet overtreedt.

**Art. 6.** Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de bij dit decreet bepaalde misdrijven.

**Art. 7.** De publieke rechtsvordering wegens overtreding van de bepalingen van dit decreet verjaart na verloop van vijf jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 mei 1994.

De minister-president van de Vlaamse regering,  
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Cultuur en Brusselse Aangelegenheden,  
H. WECKX

(1) *Zitting 1993-1994.*

*Stukken.* — Voorstel van decreet : 521 — Nr. 1. — Amendementen, 521 — Nr. 2. — Tekst aangenomen door de Commissie : 521 — Nr. 3. — Verslag, 521 — Nr. 4.

*Handelingen.* — Bespreking en aanneming : Vergadering van 5 mei 1994.

#### TRADUCTION

F. 94 — 1450

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

18 MAI 1994. — Décret réglant l'usage des langues lors des élections (1)

Le Conseil flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Le présent décret règle une matière visée aux articles 127 à 129 de la Constitution.

(1) *Session 1993-1994.*

*Documents.* — Proposition de décret : 521 — N° 1. — Amendements, 521 — N° 2. — Texte adopté par la Commission, 521 — N° 3. — Rapport, 521 — N° 4.

*Annales.* — Discussion et adoption : Séance du 5 mai 1994.